



**enda**



# Libéralisation du commerce et gestion durable des secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest

Par Papa Gora NDIAYE ENDA DIAPOL  
/REPAO Juin 2007

Dialogue régional sur les enjeux des négociations  
commerciales dans la pêche, 19 & 20 juin 2007 à Praia

# 1. Importance socio-économique du secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest

- La production CEDEAO plus la Mauritanie près de deux millions de tonnes en 2000, 3 % du total mondial.
- Les pêches maritimes d'Afrique de l'Ouest sont depuis longtemps insérées dans la mondialisation.
- L'histoire, la géographie de l'Afrique de l'Ouest, jointes à l'évolution du marché mondial, ont imprimé des morphologies différentes et des objectifs distincts entre les pays de la région dans le domaine des pêches

# 1. Importance socio-économique du secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest

- L'Afrique de l'Ouest peut être partagée en trois grands blocs de pays :
  - les autres pays côtiers d'Afrique de l'Ouest,
  - les pays enclavés.
  - les pays côtiers membres de la CSRP,

1.1 Pays de la CSRP

1.2 Autres pays côtiers

1.3 Pays continentaux

## 2. Commerce intra régional et international des produits halieutiques en Afrique de l'Ouest

- Les pêcheries d'Afrique de l'Ouest et plus particulièrement des pays de la CSRP sont très tournées vers les marchés extérieurs et la plupart des exportations se font vers les pays développés, majoritairement l'UE (entre 60 et 80% des exportations).
- Ainsi, plus de 70% du total des captures des ZEE des pays de la CSRP sont destinées aux exportations.
- Les exportations de produits halieutiques atteignaient 642 millions d'euros en 2003.

## 2. Commerce intra régional et international des produits halieutiques en Afrique de l'Ouest

- De nombreuses mesures ont eu pour effet de favoriser, la forte position à l'exportation de la pêche en Afrique de l'Ouest:
  - statuts de point franc ou d'entreprise franche d'exportation,
  - subventions aux exportations,
  - Les avantages non réciproques prévus par les Conventions de Lomé, qui autorisent les produits halieutiques à pénétrer le marché européen en franchise de droits de douane
  - dévaluation de 50 % du F CFA,
  - subventions sur les carburants et les moteurs,
  - accords de pêche

## 2. Commerce intra régional et international des produits halieutiques en Afrique de l'Ouest

- Malgré ses effets pervers, la connexion du secteur aux marchés extérieurs a présenté des avantages
  - à la fois micro-économiques, contribuant à améliorer les comptes d'exploitation des pêcheries, et
  - macro-économiques, étant donné son importance pour l'équilibre de la balance commerciale.
- Mais elle est menacée par la libéralisation multilatérale des échanges.
- La dernière Convention de Cotonou prévoit une suppression définitive des avantages commerciaux dont bénéficiaient les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) à l'horizon de 2008.
- Entre temps, la réduction des tarifs douaniers, mise en œuvre sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), devrait accélérer leur érosion.

## 2. Commerce intra régional et international des produits halieutiques en Afrique de l'Ouest

- Alors que des facteurs de crise sont déjà identifiés, il importe de vérifier si l'échéance de la libéralisation ne risque pas de les aggraver, d'en faire surgir d'autres ou, au contraire, si elle est susceptible de favoriser, pourvu qu'on l'anticipe, la recherche de solutions.
- Un risque évident des mesures de libéralisation attendues peut déjà être identifié au niveau de la position à l'export des productions halieutiques ouest africain.
- Alors que ces dernières sont extrêmement dépendantes du marché européen, et que leur compétitivité par rapport à certains de leurs concurrents est fragile, la remise en cause des avantages dont ils disposent sur ce marché pourrait s'avérer coûteuse.
- Les tensions sur l'environnement et la sécurité alimentaire pourraient dès lors se doubler de tensions sur les changes et sur les coûts et revenus des professionnels du secteur.

### 3. Effets de la libéralisation du commerce sur la pêche

- L'effet des mesures commerciales et des mesures associées sur les ressources et les écosystèmes
  - une surexploitation généralisée de l'ensemble des espèces démersales sur tout le plateau continental de l'Afrique de l'Ouest
  - Un glissement de l'effort de pêche des pélagiques consommés localement vers les démersaux nobles destinés à l'exportation
  - Constat mis en avant par les études pays: ni les navires nationaux ni les navires évoluant dans le cadre des accords de pêche n'opèrent pour les marchés locaux

### 3. Effets de la libéralisation du commerce sur la pêche

- L'effet des mesures commerciales et mesures associées sur l'approvisionnement des marchés et la sécurité alimentaire
  - Les migrations vers les grands centres urbains côtiers s'accompagnent de changements des habitudes de consommation où le poisson remplace progressivement la viande
    - Deux raisons expliquent cette substitution :
      - la première est l'abondance de petits pélagiques à des prix modiques eu égard au surplus de production enregistré par la flotte artisanale ;
      - la deuxième tient à la cherté des produits carnés et particulièrement de la viande rouge venant des régions d'élevage de l'intérieur (ou importée)

### 3. Effets de la libéralisation du commerce sur la pêche

- Dans un tel contexte, l'absence de débarquements et les exportations nationales ont pour effets:
  - *de diminuer l'offre de poisson sur les marchés nationaux,*
  - *de provoquer une montée des prix, ce qui a, à son tour, pour conséquence de*
    - *diminuer le pouvoir d'achat des ménages ouest-africains dont une majorité vit déjà en dessous du seuil de pauvreté*

### 3. Effets de la libéralisation du commerce sur la pêche

- *un premier phénomène de substitution entre les espèces traditionnellement consommées et les espèces peu ou pas consommées il y a une décennie,*
- *un deuxième phénomène de substitution entre le poisson et la volaille, pour partie importée depuis l'Europe*
- *de rendre l'opinion publique ouest africaine opposée aux accords de pêche avec l'Union européenne en ayant l'impression que le poisson leur est ainsi spolié*

## 4. Recommandations

- *Recommandations en matière de politiques sectorielle, nationale et sous-régionale*
  - *Politiques d'approvisionnement du marché sous régional et africain*
  - *Politiques de la qualité et diversification des débouchés commerciaux*
  - *Cohérence et harmonisation des politiques publiques à l'échelle de la Sous-Région*
- *Recommandations spécifiques et pratiques*
  - *Mise en place d'indicateurs de suivi des effets du commerce*
  - *Amélioration des capacités de la recherche et élargissement des domaines de la recherche*
  - *Amélioration de la gestion des ressources marines et des zones côtières par la mise en place de plans d'aménagement*
  - *mise en place de mesures draconiennes sur les rejets en mer et la pêche IUU*
  - *L'investissement dans un processus d'amélioration de la qualité des produits*
  - *L'encouragement de la gestion participative*
  - *Amélioration de la compréhension des effets du commerce par l'éducation et la formation*
  - *Organisation d'une série de séminaires de travail portant sur les effets du commerce sur les piliers du développement durable.*

# Conclusion

- A l'échelle des pays de la Sous-Région, la libéralisation s'est pour l'essentiel manifestée sous deux angles
  - faciliter ou inciter les exportations (c'est particulièrement vrai pour le Sénégal et la Mauritanie)
  - ouvrir les eaux nationales aux navires étrangers
- Par delà les effets environnementaux et socioéconomiques, les études-pays montrent clairement les incohérences internes aux secteurs des pêches nationaux ainsi que l'absence de cohérence à l'échelle des pays.

# Conclusion

- Pour des politiques cohérentes de pêche durable dans les pays, il est nécessaire de tenir compte:
  - de l'évolution du contexte international lié au commerce, de l'environnement, de l'éthique et la démocratie,
  - des phénomènes nationaux tels que la lutte contre la pauvreté, la croissance économique
  - des autres secteurs et la répartition nationale de la richesse